Communiqué intersyndical

Par la grève et dans les manifestations, les agent·es publics ont massivement exigé mardi 17 novembre que des réponses soient apportées à leurs revendications salariales à l'appel de toutes les organisations syndicales de la fonction publique CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, SOLIDAIRES, CFE CGC, FA-FP.

Le gouvernement doit prendre la mesure de la mobilisation en cours depuis plusieurs semaines dans la fonction publique, notamment le 29 septembre et le 5 novembre.

Les annonces du Premier ministre lors de la réunion du vendredi 13 novembre concernant la fonction publique ne répondent pas aux revendications :

- immédiatement une autre politique de rémunération avec notamment le dégel de la valeur du point d'indice, sa revalorisation immédiate et significative, son indexation sur l'inflation, des premières mesures indiciaires de revalorisation des carrières ;
- l'ouverture rapide du chantier de refonte des grilles indiciaires pour revaloriser les carrières de toutes et tous, répondre aux enjeux de renforcement des services publics et imposer l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- des lois de finances et de financement de la sécurité sociale qui permettent de garantir les droits des citoyen·nes et des usager·es et de répondre à leurs besoins par des services publics et une protection sociale de qualité ;
- l'abrogation du jour de carence et la rémunération à 100 % des agent·es publics en congé de maladie ordinaire.

Dans un tel contexte nos organisations préparent la poursuite de la mobilisation dont elles préciseront rapidement les modalités.

Paris, le 18 novembre 2026.